

# Le casse-tête des déchets

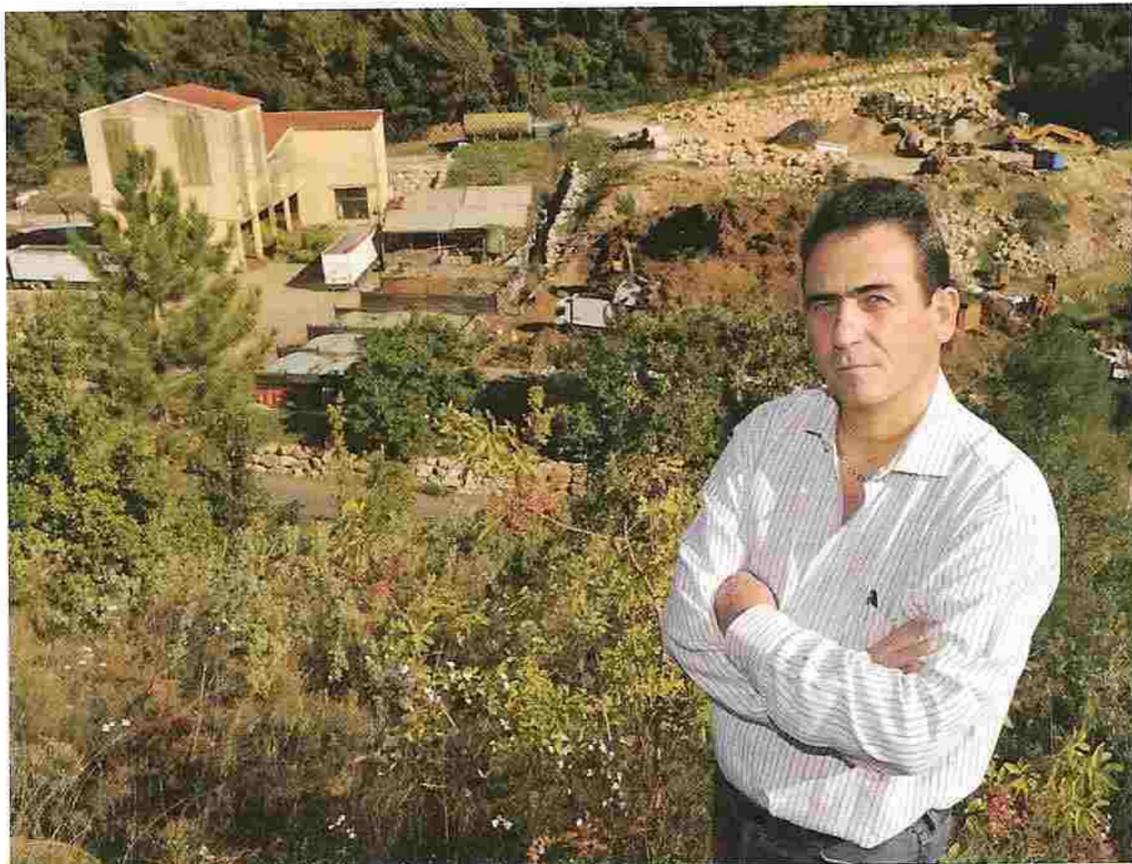
**L'élimination des résidus de parfumerie est d'autant plus difficile que les Alpes-Maritimes manquent cruellement d'infrastructures de traitement. Une solution serait de les brûler dans des usines à plasma. Mais cette option n'a pas l'aval des responsables du tourisme.**

**P**eymeinade, ses oliviers, ses pins d'Alep, son soleil, ses promenades champêtres... et sa déchetterie. Créée en 2000 dans le quartier de Piccoured, cette installation, destinée à recevoir – notamment – les drêches (1) de l'industrie du parfum, n'en finit pas de fâcher les habitants. Bruits, poussière et norias de camions... depuis 2002, l'association Défendons Piccoured ! se bat contre les nuisances, même si Dominique Piot, son président, reconnaît que les choses se sont améliorées depuis l'arrivée de Val-Sud, filiale du groupe Veolia. Ainsi, le liquide nauséabond qui stagnait sous les déchets naturels en attente d'être traités est maintenant évacué. L'association a, un temps, envisagé de se saborder : avec le recul des fleurs locales, les volumes compostés par Veolia ont diminué de 40 % en cinq ans. Les Alpes-Maritimes, département très peu agricole, n'ont pas besoin de tant de compost. Mais la déchetterie de Piccoured est aujourd'hui submergée par les déchets des jardins.

Bonne nouvelle, les drêches ne polluent plus autant. Depuis une dizaine d'années, les règlements sont devenus de plus en plus contraignants. Les temps héroïques et inconscients où l'industrie locale « jetait tout au valon » sont révolus. Aujourd'hui, les industriels régénèrent la quasi-totalité de leurs solvants. Ainsi, Robertert n'a rejeté, en 2006, que 92 tonnes de composés organiques volatils sur les 730 qu'elle a consommés cette année-là dont son usine du Plan-de-Grasse.

## De 5 000 à 7 000 tonnes de boues industrielles par an

Encore trop ! La parfumerie est une grande productrice de déchets industriels spéciaux. L'usine de Charabot était ainsi créditée en 2006 d'un potentiel de 4 000 tonnes de résidus dangereux. Selon la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (Drire), les nouvelles sta-



**VIGILANT** Dominique Piot, président de l'association Défendons Piccoured !

tions d'épuration de la parfumerie devraient produire de 5 000 à 7 000 tonnes de boues industrielles par an. Un vrai casse-tête : le problème numéro un des Alpes-Maritimes est sa pauvreté en décharges, en centres d'enfouissement et en incinérateurs.

Pour les industriels, la solution serait de tout brûler. Les pouvoirs publics avaient décidé d'expérimenter la combustion de 2 000 tonnes de déchets de parfumerie dans les fours du cimentier Lafarge, à Contes. L'idée n'ira pas à son terme : les responsables départementaux, assaillis par les associations écologistes, se montrent très frileux sur le sujet. Ils craignent, notamment, des rejets de dioxine.

A Grasse, le pôle Parfums Arômes Saveurs Senteurs (Pass) travaille sur une solution alternative : le projet Valoplasma. Soutenu par l'École des mines

de Paris, le groupe Mane et Fils et Veolia Propreté, celui-ci utilise la technologie du plasma, qui brûle tout à une température proche de 1 700 degrés. Malgré son intérêt, l'affaire avance doucement. Certains esprits critiques rap-

pellent que Grasse s'était doté, à prix d'or, dans les années 1970, d'une usine d'incinération à très haute température qui n'a jamais fonctionné. Mais le principal frein à ce projet est touristique : la plaine se couvrirait de dizaines de torchères

crachant jour et nuit. Un petit Koweït, qui rappellerait, si besoin est, qu'il a fallu, le 18 septembre dernier, 24 camions et 69 pompiers pour éteindre l'incendie d'une unité du groupe Robertert. ●

**LA PLAINE  
SE COUVRIRAIT  
DE DIZAINES  
DE TORCHÈRES  
CRACHANT  
JOUR ET NUIT**

(1) Le nom savant des résidus de plantes aromatiques, une fois qu'elles ont été traitées en usine.